

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

BVMAC : radiation des actions de Siat Gabon

GMNN
Libreville/Gabon

LA Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC) vient de notifier à la communauté des investisseurs et des autres acteurs du marché financier régional, la radiation des 201 395 actions de la cote officielle de la Société d'investissement pour l'agriculture tropicale du Gabon (Siat Gabon). Cette décision fait suite à une injonction de la Commission

de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf). Selon la BVMAC, cette radiation répond à l'application de certaines dispositions réglementaires du fonctionnement de la Cosumaf et celles du règlement général de la BVMAC. Entre autres, des conditions du maintien de la cotation.

En son article 21, le règlement stipule que les émetteurs dont les valeurs mobilières inscrites sur l'un des compartiments de la cote permanente sont tenus de désigner un responsable des

relations avec les investisseurs et le public en général. Ils en informent la BVMAC et communiquent à cette dernière l'identité et les coordonnées de la personne chargée de cette fonction. C'est dire que Siat Gabon ne se serait pas conformée au respect de certains points du règlement.

La BVMAC invite les titulaires desdites actions à se rapprocher des principaux dirigeants de l'entreprise, en vue des formalités de leur incorporation dans le noyau dur des actionnaires inscrits au nominatif pur dans le Grand Livre de la société, ou de tout autre traitement que le Groupe Siat Belgique voudrait bien leur réserver.



Photo: Jonas MOULENDA

Des produits de Siat Gabon.

Agriculture/ZAP d'Andem : les Indiens prêts à investir 30 milliards FCFA



Photo: HNM/L'Union

Après la signature de la convention sur la zone agricole à forte productivité d'Andem.

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

Le groupe indien AOM envisage d'investir 30 milliards de FCFA pour la construction d'un site administratif, d'un centre de formation, des zones de stockage et de commercialisation, des logements sociaux, de l'aménagement du site et du planting dans la Zone à forte productivité agricole (ZAP) d'Andem. C'est dans le cadre du sommet Inde-Afrique, tenu en juillet 2022, que le gouvernement avait signé un accord portant sur la valorisation de ladite zone avec cet investisseur indien. Un projet qui pourrait générer environ 1 000 emplois en phase de construction et 2 500 emplois en phase de développe-

ment agricole.

L'année dernière, c'est un décret présidentiel qui avait annoncé la création de zones agricoles à forte productivité dans le pays. Le gouvernement en avait de ce fait créé cinq. Le projet de création de ces espaces dans trois provinces du Gabon (Estuaire, Moyen-Ogooué et Ngounié), avec un total de 75 000 hectares de terres disponibles, a pour objectif de moderniser l'agriculture nationale, de faire en sorte qu'elle s'organise dans le cadre d'un système permettant de nourrir la population gabonaise à grande échelle.

Cette politique vise principalement à réduire de 50 % les importations de produits alimentaires et de les substituer par une production made in Gabon.

L'inflation jusqu'en 2024, selon la Banque mondiale

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

À l'occasion du premier anniversaire de la guerre russo-ukrainienne, la majorité des institutions financières et de crédits ont produit des analyses sur les conséquences économiques de ce conflit.

Dans son dernier rapport sur les perspectives des marchés des produits de base, publié le 26 avril dernier, la Banque mondiale ne se montre guère optimiste. Selon l'institution de Bretton Woods, "la guerre en Ukraine, en provoquant un choc majeur sur ces marchés, a modifié les structures mondiales des échanges, de la production et de la consommation de telle sorte que les prix resteront à des niveaux historiquement élevés jusqu'à la fin de 2024". Ce choc inflationniste durera tant sur le front énergétique que sur le front alimentaire, avec des pics jamais atteints depuis la crise pétrolière de 1973, affirme la Banque.

"Comme cela avait été le cas à l'époque, le choc est aggravé par la recrudescence



Photo: DR

Le prix du blé pourrait augmenter.

des restrictions pesant sur le commerce des denrées alimentaires, des carburants et des engrais", explique Indermit Gill, vice-président de la Banque mondiale chargé de la croissance équitable, des finances et des institutions. Cette situation a "commencé à faire planer le spectre de la stagflation", ajoute-t-il, appelant "les responsables politiques à saisir toutes les occasions d'encourager, chez eux, la croissance économique et d'éviter toute action qui porterait préjudice à l'économie mondiale."

"Dévastatrices". C'est ainsi

que le Fonds monétaire international (FMI) a qualifié les conséquences économiques au niveau mondial d'une escalade du conflit en Ukraine. Outre le conflit lui-même, les sanctions occidentales imposées à la Russie "auront aussi un impact substantiel sur l'économie mondiale et les marchés financiers, avec des effets collatéraux pour d'autres pays", a également averti le FMI. Même si les prévisions restent soumises à une "extraordinaire incertitude", "les conséquences économiques sont déjà très sérieuses", constate l'institution.